

Politique étrangère et stratégie de développement

Interview de Marco Aurélio Garcia



Par Silvio Caccia Bava, Dario Pignotti

Source : *Monde diplomatique – Brasil* – octobre 2010

Traduction : Roger GUILLoux pour *Autres Brésils* – www.autresbresils.net

Marco Aurélio Garcia, assesseur du Président de la République pour les relations internationales a reçu Le Monde diplomatique – Brasil au Palacio du Planalto¹ Parmi les sujets abordés au cours de cet entretien, le Mercosul, l'intégration régionale, la crise économique et le modèle de développement.

Silvio Caccia Bava est éditeur du Monde Diplomatique Brasil et coordinateur général de l'Instituto Pólis.

Dario Pignotti est journaliste, correspondant de l'agence de presse italienne Ansa au Brésil

Monde diplomatique Brasil – Quel bilan faites vous de ces quasi huit années de politique étrangère ?

Marco Aurélio Garcia – Les résultats positifs que nous avons obtenus en matière de politique étrangère se traduisent par une forte présence du Brésil dans le monde qui résulte principalement des grandes transformations que nous avons connues à l'intérieur du pays, transformation inédites au Brésil, mais, d'une certaine manière, également inédites dans le monde. Avoir une croissance économique qui s'accompagne d'une redistribution des revenus, maintenir une stabilité macro-économique, réduire notre vulnérabilité extérieure, et tout ceci dans un cadre démocratique, ce n'est pas rien ! D'un autre côté, nous avons incorporé le contexte mondial, le considérant comme un élément essentiel pour notre pays. La politique étrangère du Brésil ne peut pas se résumer à un mécanisme de projection du Brésil dans le monde. Elle constitue un élément de poids de notre propre projet national brésilien. Nous ne pouvons pas penser notre avenir en dehors du monde, en dehors de notre région.

¹ (NdTr) C'est le nom donné au Palais présidentiel.

Nous vivons dans un monde en transition, une transition longue, dont le dénouement n'est pas totalement prévisible si l'on en juge à partir des transformations par lesquelles le monde est passé depuis les années 90. L'idée de construction d'un monde fondée sur le multi-latéralisme se renforce. Et nous sommes persuadés que ce multi-latéralisme débouchera sur la mise en place d'un monde multipolaire.

Nous avons fait le pari de mettre en place un processus d'intégration régionale. Aujourd'hui, l'Amérique du Sud occupe une place privilégiée dans le monde et il est bien possible qu'elle n'en ait pas totalement conscience. Nous avons les plus grandes réserves mondiales d'énergie : pétrole, gaz, charbon, potentiel hydroélectrique, biocarburants, énergie éolienne, solaire, etc. Et le monde aura de plus en plus besoin d'énergie. Nous avons de grandes ressources alimentaires, et il s'agit de ressources qui ne sont plus la résultante de ce type de production primaire, exportatrice, du passé. Notre agriculture est d'une haute productivité qui ne pourrait exister sans recherche scientifique, technologique, etc. Nous avons grandes réserves minières qui, bien évidemment, sont importantes à n'importe quelle étape de l'histoire humaine et tout particulièrement à notre époque où il existe des zones à très forte croissance industrielle. Et nous disposons déjà de pôles industriels de poids, certains qui sont à dans des secteurs de pointe. Il est clair que nous allons devoir développer bien davantage des politiques industrielles aux échelons locaux, nationaux et régionaux.

Mais nous disposons également d'autres atouts, les changements sociaux qui se produisent pratiquement dans tous les pays et qui vont permettre l'inclusion de dizaines de millions de personnes dans le monde des producteurs et consommateurs. La région s'est transformée en un grand marché et un grand pôle de production. Nous sommes près de 400 millions de Sud-américains, nous constituons une population dont les caractéristiques d'homogénéité sont bien plus grandes que dans d'autres régions du monde.

A quels problèmes sommes-nous confrontés ? Nous avons un niveau d'intégration faible. L'intégration à laquelle nous étions arrivés antérieurement était une intégration essentiellement commerciale, le *Mercosul*, la Communauté andine, etc. Et cette intégration de type essentiellement commercial, même si elle est toujours importante - comme le montrent les chiffres du commerce extérieur brésilien et des pays de la région - elle fait face à des difficultés pour se développer car il faut prendre en compte le fait que les disparités entre une économie comme celle du Brésil et celles des pays plus petits, peut aggraver les asymétries entre notre pays et les autres. Il nous faut donc penser à un type d'intégration qui transcende l'aspect purement commercial et qui aille dans une autre direction.

Nous avons un niveau d'intégration physique extrêmement faible. Aussi incroyable que cela puisse paraître, actuellement, en cette fin de huit années de gouvernement Lula, nous ne venons que de commencer à avoir les premières liaisons terrestres entre l'Atlantique et le Pacifique. Nous allons inaugurer la Transoceanica qui va nous relier au Pérou. Maintenant, en octobre, nous allons inaugurer la route Iquique Santos qui traverse la Bolivie. Il existe également d'autres grands projets tels que la liaison Porto Alegre - Coquimbo qui va impliquer le creusement d'un grand tunnel du côté argentin. Ces liaisons deviendront des voies d'intégration très importantes qui diminueront de manière considérable le coût de nos exportations. Elles vont également contribuer à une plus grande intégration entre nos pays. La simple construction d'un pont au Pérou a changé le profil des relations Pérou - Brésil et nous a même obligés à approfondir certaines concessions importantes en ce qui concerne le secteur commercial à proprement parler. Pourquoi les habitants de Manaus devraient-ils importer des légumes de São Paulo quand ils pourraient le faire à un prix bien inférieur en les faisant venir du Pérou ? Cette intégration va également favoriser une plus grande interiorisation du développement dans nos pays, développement, jusqu'ici concentré sur les façades maritimes.

L'Amérique du Sud est dans une phase de croissance et va devoir mettre en place un plan stratégique en matière d'énergie. Nous sommes face à un grand paradoxe, notre région dispose des plus grandes réserves énergétiques mondiales mais l'Argentine, l'Uruguay; le Chili et le Venezuela ont du faire face à des pénuries d'électricité. Les pénuries se produisent partout. Alors que devons-nous faire ? Nous devons créer un grand réseau électrique afin de faire monter en puissance cette capacité de production d'énergie à un moment où les taux de croissances sont très élevés. Ici au Brésil, on parle d'un taux de croissance de 7,5 à 8%, taux que l'on retrouve en Argentine et en Uruguay également. Et une croissance construite de manière isolée, chacun chez soi, n'aurait pas de sens

Pour faire face aux problèmes d'asymétries, nous avons besoin de mettre en place des politiques communes de développement, des politiques agricoles et des politiques industrielles, nous avons besoin d'intégration. C'est ce que nous sommes en train de faire à titre d'expérience pilote – avec la participation des Argentins – au Venezuela.

Le Venezuela est un pays extraordinaire, un pays de grandes richesses minières et de pétrole. Cependant, cela fait des dizaines d'années que ce pays exporte le pétrole et importe de la salade, des tomates, des œufs et des poulets. Ce qui se comprend si l'on prend en compte le type de classe dominante qui a dirigé ce pays jusqu'à maintenant. Celle-ci a même créé une bourgeoisie qui ne pense qu'à importer, une bourgeoisie élitiste et satisfaite d'elle-même. La transformation de cette économie pétrolière en une économie plus complexe a pu se faire parce que le Venezuela a un marché interne de 28 millions de personnes. Le Venezuela occupe une place importante dans la région andine, il peut développer des relations commerciales avec tous les pays voisins et répondre à bon nombre de demandes de la région. Nous avons donc commencé à faire un travail d'intégration avec les Venezueliens, nous avons ouvert un bureau de l'Embrapa² dans ce pays ainsi qu'un bureau de l'Agence Brésilienne pour le Développement Industriel (ABDI) afin de lancer des projets agricoles et de produire. Que souhaitent-ils ? Assurer leur sécurité alimentaire et produire également des intrants, des produits manufacturés qu'ils n'ont pas besoin d'importer ainsi que des produits liés à la propre production pétrolière, etc.

Pour nous, la construction de la ligne de haute tension entre Itaipu et Asunción est d'une grande importance parce que, une fois terminée, Asunción peut se transformer en un grand pôle industriel qui va faire venir des investissements brésiliens. Il existe déjà une fabrique de ciment qui a attiré l'attention d'entreprises désireuses d'investir là-bas. Ceci modifie la situation existante.

L'intégration financière constitue un autre volet de notre politique. J'étais très enthousiaste à l'idée de la possibilité d'accélérer une intégration financière. Aujourd'hui, je me rends compte que la chose est plus complexe. Certains éléments de cette intégration financière sont en phase de réalisation et d'autres le seront à court terme. Mais certains autres, non. Une monnaie commune, par exemple, je crois que ce sera très difficile, une Banque Centrale également, comme nous le montre l'expérience européenne. Mais des avancées peuvent se produire dans plusieurs domaines. Nous pouvons apporter un appui plus important au développement du *Banco do Sul*³. Le problème aujourd'hui n'est pas d'abord celui des moyens financiers, ces moyens nous les avons. Il s'agit plutôt d'un problème de garanties. La *BNDES*⁴ peut très bien exercer un effet de levier auprès des entreprises brésiliennes et même non-brésiliennes mais sud-américaines, dans la région, d'autant plus que nous venons de créer notre Eximbank (une banque qui financera les

² (NdTr) Embrapa : *Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária* Institut brésilien de recherche agronomique

³ (NdTr) *Banco do Sul* : banque à vocation régionale créée sur l'initiative du Venezuela dans le cadre de l'Unasul

⁴ (NdTr) *BNDES* : *Banco Nacional de Desenvolvimento* : Institution financière au service de la politique gouvernementale spécialisée dans les investissements sur le long terme dans tous les secteurs de l'économie. En 2008, le BNDES a financé un ensemble de projets d'une valeur de 167 milliards de réaux à hauteur de 90 milliards de réaux (environ 40 milliards d'euros).

exportations et les importations). La BID a dû, elle aussi, s'adapter à cette nouvelle réalité. Mais, très certainement, la Banco do Sul sera un outil important.

Autre point, nous avons commencé, avec l'Argentine, à réaliser nos échanges en monnaie locale et nous avons entamé des négociations dans ce sens avec plusieurs autres pays de la région. Si nous réussissons à mettre ce mode de paiement en pratique, cela voudra dire que nous aurons été capables d'apporter une réponse régionale au problème de la crise du modèle des échanges au niveau mondial, fondé sur le dollar. Ceci réduit les coûts du commerce extérieur, viabilise davantage la participation des petites et moyennes entreprises qui, très souvent, n'ont pas les moyens de passer par le dollar pour commercialiser leurs produits.

Je pense que le niveau d'institutionnalisation des mécanismes d'intégration du *Mercosul* est très bas. Regardez ce qu'est la structure du *Mercosul* à Montevideo, vous vous rendez compte qu'elle est ridicule, elle n'est pas mauvaise, elle est ridiculement petite ! Au niveau de l'*Unasul*⁵, nous avons mis beaucoup de temps pour arriver à l'élection d'un Secrétariat général et Monsieur Kirchner est un excellent Secrétaire général. Mais beaucoup de choses encore, tant dans le cadre du Mercosul que de l'Unasul avancent lentement, trop lentement.

Nos pays ont encore beaucoup de difficulté à harmoniser, dans un processus d'intégration, les questions de supra-nationalité. Il est évident que si vous entrez dans un processus d'intégration, vous commencez à perdre certains pans de souveraineté, et ça, c'est très très difficile à faire accepter. Dans le cas de l'Amérique du Sud, je pense que les difficultés seront peut-être moindres qu'en Europe car notre forme de nationalisme a toujours été très favorable à l'intégration. Toutes les grandes puissances nationalistes de la région ont toujours été enthousiastes à l'idée d'une intégration sud-américaine ou latino-américaine. Le péronisme, le chavisme qui sont deux exemples criants de nationalisme, ont toujours été favorables à l'idée de grande patrie, etc. Et donc dans ce domaine, nous ne devrions pas rencontrer de grandes difficultés. Je ne pense pas qu'il y aura des résistances de type idéologique car notre nationalisme est différent du nationalisme européen lequel est fermé, rancunier, renfermé sur soi, excluant.

Monde diplomatique Brésil – *Quand vous dites que nous sommes à un moment de transition, il s'agit d'une transition vers quoi ? La planète prend conscience du fait qu'il n'existe pas de ressources suffisantes pour une telle population, que les ressources stratégiques vont s'épuiser. Et nous, ici, nous avons l'avantage de disposer du Pré-sal⁶, de minerais et de beaucoup d'autres choses encore. Un projet de développement brésilien qui serait fondé sur l'exploration des matières premières, sur l'exportation du soja, sur les grandes concentrations de terres est un modèle de développement qui est remis en cause dans le monde entier. Si nous continuions sur la base de ce modèle, ne serions-nous pas à contre courant de l'évolution actuelle dans la mesure où nous devons songer à protéger nos ressources naturelles et celles de la planète ? La stratégie brésilienne ne continue-t-elle pas à se fonder sur le modèle antérieur ? D'un autre côté, le PIB du Brésil représente la moitié de celui de l'Amérique latine ; non seulement le PIB mais aussi la population ainsi que la superficie de notre pays. On entend chez nos voisins un discours qui fait état de l'impérialisme brésilien et de l'aggravation des asymétries. Si vous parcourez l'Argentine,*

⁵ (NdTr) *União de Nações Sul-Americanas*. Créée en 2008, elle prend le relais de la *Communauté Sud-américaine des Nations*. C'est une zone de libre commerce qui intègre le *Mercosul* et la *Communauté andine* ainsi que le Chili, la Guyane et le Suriname. Son organisation s'inspire du modèle créé par l'*Union Européenne*.

⁶ (NdTr) *Pré-sal* : l'expression fait référence aux réserves pétrolières – plus anciennes que la couche de sel – découvertes le long des côtes brésiliennes, entre les états de Espirito Santo et Santa Catarina. Ces réserves étaient estimées à la fin de l'année 2009, à plus de 50 milliards de barils.

L'Uruguay, le Paraguay, vous vous rendez compte que les capitaux brésiliens sont très présents. Et la stratégie brésilienne d'expansion apporte son appui aux entreprises qui se transforment en multinationales⁷, comme c'est le cas des entreprises telles que Odebrecht, OAS, Queiroz Galvão⁸. Elles sont parties intégrantes des relations diplomatiques. Comment analysez-vous cette contradiction ?

Marco Aurélio – Tout d'abord, comme vous le savez, nous ne sommes pas en train de réaliser une révolution socialiste au Brésil. Donc, concrètement, cela veut dire que nous allons continuer à vivre avec des entreprises de grande, moyenne et petite tailles. Ce serait bien si nous pouvions arriver à établir un équilibre incluant ces moyennes et petites entreprises. En ce qui concerne les terres, il y a eu une tentative d'établir quelque chose qui ressemble à une division du travail que l'on retrouve jusqu'au niveau institutionnel puisque nous avons en quelque sorte deux ministères de l'agriculture : le ministère de la réforme agraire et le ministère de l'agroalimentaire. Et j'estime qu'ils ont plutôt entretenu des relations de bon voisinage.

L'idée de l'impérialisme brésilien, est, me semble-t-il, minoritaire, se réduisant à quelques têtes de certains secteurs en Amérique latine et elle continuera à exister. D'une manière générale, la vision que les Sud-américains et les Latino-américains ont du Brésil est très positive, comme le montrent certaines enquêtes d'opinion.

Il est évident, qu'à certains moments, nous sommes face à des dilemmes insolubles. Il n'est pas possible d'arriver à un commerce extérieur équilibré avec tous les pays de la région. Ça n'est pas possible. Si vous arrêtez d'exporter des produits dont ils ont besoin et s'ils arrêtent d'acheter chez nous, ils vont se tourner vers les Etats Unis et vers l'Europe. Et ceci pour une raison simple : nous avons une économie extrêmement diversifiée, un niveau de productivité croissant alors que d'autres pays sont dans la situation du Chili qui n'exporte que six produits différents. Et qu'exporte le Chili ? Des produits de la mer, du vin, des fruits, du cuivre; du bois et de la cellulose. Nous importons ces produits mais nous sommes en mesure de leur vendre une quantité incomparablement plus grande de produits différents.

La seule manière de résoudre ce problème passe par le développement industriel et agricole de ces pays afin de leur permettre de réaliser un certain type de substitution d'importations et de mettre en place des mécanismes visant à stimuler l'importation de ces produits. L'Itamaraty⁹ dispose d'un programme spécifique, le Programme de Substitution Compétitive des Importations, qui nous conduit, par exemple, à envoyer des techniciens en Bolivie pour montrer aux entreprises locales comment faire pour exporter vers le Brésil. Mais bien évidemment cette manière de faire a ses propres limites. Tous les pays ont amélioré le niveau de leurs exportations vers le Brésil au cours de ces deux dernières années, le problème c'est que le Brésil aussi a beaucoup amélioré sa production. Donc le seul moyen à notre disposition est d'apporter une aide à l'industrialisation de ces pays.

Le fait qu'aujourd'hui, une partie croissante de l'économie argentine - un grand pays- soit contrôlée par des capitaux brésiliens est perçu de manière contradictoire. Il y a des gens qui disent "voyez l'impérialisme brésilien, il faut nationaliser" alors qu'en même temps, il y a une demande d'investissement brésilien. Alors comment vous positionnez-vous dans une telle situation ?

Et certaines caractéristiques de notre politique nous ont créé des problèmes ici chez nous, et non pas dans ces pays. Quand nous négocions le prix du gaz avec la Bolivie, quand nous acceptons sans créer de conflit

⁷ (NdTr) L'expression utilisée dans le texte est l'expression anglo-saxonne *global player*.

⁸ (NdTr) Trois grandes entreprises brésiliennes de travaux publics, présentes en Amérique latine, au Moyen Orient et en Afrique

⁹ (NdTr) Itamaraty : le Ministère brésilien des Affaires Etrangères est habituellement désigné par le nom du palais qui abrite ce ministère.

le processus de nationalisation de la Petrobras, laquelle a été indemnisée, ou encore quand nous arrivons à un accord avec le Paraguay au sujet du prix de l'énergie provenant de la centrale d'Itaipu, accord qui est bloqué ici au Congrès, que nous dit la droite brésilienne ? Elle nous accuse d'un manque de fermeté, elle nous dit que nous sommes trop mous avec Evo Morales, que les Paraguayens obtiennent tout ce qu'ils veulent, que les Argentins refusent aujourd'hui ce qu'ils ont accepté hier, etc. Ce qui n'est pas vrai. Les conflits existants dans la sphère commerciale affectent 5 à 6 % de notre commerce et ne l'affectent que de manière transitoire puisqu'ils finissent par être résolus. C'est comme si, dans l'Union Européenne il n'y avait jamais de problèmes, comme si tout fonctionnait de la meilleure manière.

De la même manière que nous ne souhaitons pas voir un Etat de São Paulo prospère à côté d'un Nordeste ravagé, nous ne souhaitons pas non plus, un Brésil prospère entouré d'une Bolivie, d'un Paraguay et d'autres pays gravement affectés par des problèmes économiques et sociaux. Le fort dynamisme de l'économie brésilienne doit être pensé comme un facteur de dynamisation de ces économies.

Le *Pré-sal* va se traduire par la construction de 200 navires. On ne construit plus 200 navires dans le monde, aujourd'hui. L'exploitation de ce site va entraîner la construction de plates-formes pétrolières, de gazoducs, de systèmes d'adduction. Le *Pré-sal* va produire sur le pays un impact industriel absolument extraordinaire qui va transcender la question de la maîtrise du pétrole et du gaz. Il va affecter également le secteur des machines outils et des équipements et même stimuler la production dans d'autres pays. Le Venezuela, la Colombie ont commencé à construire des chantiers navals et l'Uruguay produit des pièces détachées. D'un autre côté, nous devons nationaliser¹⁰ ou régionaliser davantage la production de l'industrie automobile. C'est pour cela que la question institutionnelle en ce qui concerne l'Unasul et le Mercosul est fondamentale.

En ce qui concerne la question du modèle, le grand problème auquel nous sommes confrontés dans un pays comme le Brésil ainsi que d'autres pays de la région, c'est que nous vivons avec les problèmes du présent mais aussi avec ceux du passé et de l'avenir. Allez donc parler de consumérisme dans un pays où 40 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté ! Il nous faudra passer par une phase plus ou moins semblable à celle que les Etats-Unis ont connu de la fin du XIXème siècle à la crise de 1929.

Je pense que nous avons devant nous un ensemble de défis matériels et humains absolument phénoménaux. Nous avons réussi, dans le secteur rural, à harmoniser la grande propriété et l'agriculture familiale. Peut-on faire davantage ? Oui, alors il faut continuer. Mais la grande vérité est que, aujourd'hui, l'agriculture familiale est en mesure de faire face aux besoins de la consommation intérieure, ce qui n'est pas peu de chose. Quant à la production agricole des grandes propriétés, c'est celle d'une grande entreprise agricole, une agriculture sophistiquée, stimulée par la demande internationale. La Chine n'est pas en mesure de nourrir sa population, c'est évident. Seulement 20 % des terres sont arables dans un pays de 1,3 milliard d'habitants. L'Inde se trouve également dans cette situation. Ce qui veut dire que la demande va se maintenir.

Maintenant, tout progrès, avec toutes les connotations que ce mot peut avoir, s'accompagne de contreparties négatives, évidemment. Le programme *Luz para Todos*¹¹, sans aucun doute va provoquer des perturbations du point de vue de l'environnement. Mais devrai-je défendre l'idée que 10 millions de personnes devraient continuer à vivre sans électricité et s'éclairer à la lampe à huile ou à la bougie ?

¹⁰ (NdTr) Le mot nationaliser est à prendre dans le sens de développer une industrie nationale (et non nécessairement publique)

¹¹ (NdTr) Le programme *Luz para todos*, lancé à la fin de l'année 2003 et conclu en 2008 a permis d'apporter l'électricité à 10 millions de personnes en zone rurale

La transition à laquelle je me référais est la suivante. Avant la chute du mur de Berlin, la dissolution de l'Union Soviétique, nous étions dans un monde bipolaire, un monde qui vivait sous la menace de la guerre nucléaire. L'Union Soviétique et les pays de l'Europe de l'Est ont disparu en tant que modèle socioéconomique, en tant que projet politique. La Chine se convertit à l'économie de marché. Et ce que vous pouvez voir comme résidu politico-idéologique de ce modèle, autrefois si puissant, au XX^{ème} siècle, ce sont des îlots insignifiants et incapables de fournir un projet de société. Cuba, le Vietnam ... mais le Vietnam est déjà en mutation, ... Corée du Nord, etc. Comme modèle de socialisation, ils ne sont plus une alternative crédible. Et ils ont à faire face à une crise de conception de la démocratie. Cette évolution coïncide avec une hypertrophie des Etats-Unis en tant que puissance économique, politique et militaire ; pensons à la guerre d'Irak et aux autres aventures de ce genre.

Nous cheminons dans une autre direction. J'étais récemment en France où j'ai pu converser avec des amis que je n'avais pas vus depuis longtemps et ils manifestent un grand intérêt et une grande sympathie pour ce qu'ils appellent la Social-démocratie du Sud. Et à quoi renvoie cette Social-démocratie du Sud ? A nous-mêmes ! Mais dans un contexte différent, car, si la social-démocratie, à une certaine époque, fut un projet qui a échoué, les prémisses dont elle était porteuse sont l'espoir d'un gouvernement capable de rendre compatible démocratie économique-sociale et démocratie politique. Que puis-je espérer de mieux que cela ?

Monde diplomatique Brasil – *Certains politologues disent que l'Amérique du Sud est devenue un laboratoire de réflexion politique. Dans le cas du Brésil, du fait qu'il s'agit d'une grande puissance économique et géographique, est-ce que ce modèle de Social-démocratie du Sud serait susceptible d'être exporté ?*

Marco Aurélio – Je pense qu'il s'agit-là de l'un des grands problèmes auxquels notre région est confrontée parce que les changements qui se sont produits vont bien au-delà de notre réflexion sur ceux-ci. Je crois que nous avons une gauche – et ici, je nous inclus dans celle-ci – une gauche en crise. J'aime bien la phrase suivante - qui n'est pas de moi - et qui dit : avant nous avions des idées mais nous n'avions pas d'électeurs, maintenant nous avons des électeurs mais pas d'idées !

Ce modèle politique s'inscrit déjà dans la durée. Au Brésil, nous pensons qu'il va durer encore un certain temps. Au Venezuela, cela fait déjà dix ans qu'il dure, en Bolivie, il se maintient, en Uruguay aussi. En Argentine il va également durer, sans l'ombre d'un doute, même s'il s'agit d'un type de gauche différent car, dans ce pays, la gauche se trouve à la fois à l'intérieur du gouvernement et dans l'opposition. Et même au Chili où la gauche a subi une douche froide, elle se trouve dans l'obligation de se repenser. Il y a encore l'Equateur; le Paraguay. En un mot, il n'existe aucun pays de la région où ces questions ne sont pas en train de se poser.

Je considère que notre relation avec l'Argentine est absolument essentielle ; sans cette alliance, il n'y aura pas d'intégration régionale. D'autres pays peuvent également jouer un rôle important, c'est le cas de la Colombie. Dès qu'elle aura résolu ses problèmes internes, et je pense qu'elle va y arriver, ce sera un pays qui aura également un rôle fondamental dans la région.

Il ne faut pas oublier qu'au sommet de Mar del Plata, nous avons une équipe Brésil – Argentine, avec Kirchner et Lula à l'attaque et qu'elle a marqué le but de la victoire. Ce n'est pas notre ami Chavez qui a

fait capoter l'Alca¹², ce furent Kirchner et Lula, avec l'appui des Uruguayens et des Paraguayens et cela malgré d'intenses pressions.

Monde diplomatique Brasil – *Vous faites référence à un projet multipolaire mais en même temps il semble que vous pariez sur le G 20. Pourquoi pas le G 192, celui de l'ensemble des nations représentées à l'ONU ?*

Marco Aurélio – Le G 20 est une expression renouvelée de la crise de gouvernance mondiale. Dans la mesure où le multi-latéralisme fut relégué à une position secondaire, ce qui s'est trouvé à notre portée à un moment donné, fut la création d'un directoire ad hoc, tout d'abord le G 7 et après le G 8.

Déjà, au début du gouvernement Lula, on s'est rendu compte que ce directoire était devenu obsolète. Chirac, lors d'une réunion de ce groupe, avait convié douze autres pays, le Brésil, l'Egypte, l'Algérie, le Mexique, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, etc. Ensuite, à l'exception de la réunion du G 8 aux Etats-Unis où Bush n'invita aucun autre pays, toutes les réunions suivantes ont compté avec la présence de ces pays dont le nombre fut ensuite progressivement réduit à cinq. Et lors de la réunion organisée en Ecosse, Lula fit savoir que si sa participation se résumait à prendre un café, il ne s'y rendrait pas.

Lors de la crise de septembre 2008, les premiers jours de cette crise coïncidaient avec l'Assemblée générale de l'ONU et là, Lula, dans son discours, fit allusion à la crise. Quelques semaines plus tard, au milieu du mois d'octobre, Bush téléphona à Lula et lui dit : "Ecoutez, je suis avec vous et je souhaite convoquer une réunion internationale pour discuter de la crise le quinze novembre prochain, qui devrions-nous inviter ?" Et Lula sur-le-champ lui répondit : "je crois qu'il faut inviter le G 20." Le G 20 financier était jusqu'alors une institution de deuxième et même de troisième rang, car, si elle se faisait théoriquement au niveau des ministres des finances, en réalité, elle réunissait les chefs de cabinet, les secrétaires internationaux des ministères. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'était pas importante. C'est à la suite de cet épisode que le G 20 a pris de l'importance.

Une réunion eut lieu à São Paulo, quand le Brésil assurait la présidence du groupe. A cette occasion, le G 20 accueillit un pays de plus, l'Espagne, qui tenait à tout pris à intégrer le groupe. Pour ce faire, Sarkozy usa d'un artifice. Alors qu'il exerçait la présidence de l'Union Européenne, il céda la place de la France à ce pays. Tous ces changements sont la marque de la crise mondiale de gouvernance pour laquelle le G 20 constitue également un directoire ad hoc. La différence c'est qu'il s'agit d'un directoire plus représentatif puisqu'il inclut le Mexique, l'Argentine, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Egypte. Je dirais que sa composition est plus représentative. Cette crise de gouvernance mondiale est à l'origine d'autres mouvements, l'IBAS¹³, les BRICS et tout dernièrement le SEVIT qui regroupe la Colombie, l'Egypte, le Vietnam, l'Indonésie, la Turquie et l'Afrique du Sud.

Monde diplomatique Brasil – *Ceci nous amène à la relation avec les Etats-Unis qui se présente sous des aspects contradictoires. Il y avait le grand espoir que le président Obama joue un rôle de médiateur dans les relations latino-américaines, et ce à quoi l'on assiste montre le contraire. Les Etats-Unis ont signé de nouveaux accords pour disposer de bases militaires dans différents pays, le Costa Rica et la Colombie, ils ont réactivé leur IV ème flotte. En d'autres termes, l'Amérique Latine est entrée sous le radar des Etats-*

¹² (NdTr) Zone de libre échange des Amériques (Zela en anglais) pilotée par les Etats-Unis

¹³ (NdTr) IBAS : Inde, Brésil, Afrique du Sud

Unis qui estiment qu'il y a une certaine instabilité dans leur pré carré. Ceci ne crée-t-il pas une situation d'antagonisme entre l'Unasul et les Etats-Unis ? Est-ce une réponse au plan régional de défense qui inclut même l'idée d'une intégration de l'industrie de l'armement ? Ces manœuvres n'annoncent-elles pas que nous allons devoir faire face à des moments difficiles en ce qui concerne notre relation avec les Etats-Unis ?

Marco Aurélio – Non, non. Tout d'abord, je ne pense pas que l'Amérique Latine soit une région de préoccupation immédiate des Etats-Unis. Le Pakistan, l'Afghanistan, le Moyen-Orient et peut-être quelques secteurs en Afrique, sans doute. Au contraire, je pense que les Etats-Unis, pour l'instant, considèrent que c'est une région tranquille. Ils manifestent quelques préoccupations en ce qui concerne des mouvements de déstabilisation de mouvements politiques. Ils sont évidemment très préoccupés par la situation du Mexique. Même si les problèmes de ce pays étaient résolus, les organisations criminelles pourraient essaimer dans toute l'Amérique centrale. Il y a là un vrai risque. Les problèmes créés par ces groupes criminels, liés ou non au trafic de drogue, ont de graves conséquences dans des pays comme le Guatemala, le Honduras et le Salvador.

En ce qui concerne la question des bases militaires, je pense que celles-ci s'inscrivent dans une lancée plus ancienne. Quand on a commencé à parler de la IV^{ème} flotte, de hauts fonctionnaires américains ont fait savoir qu'ils n'avaient pas d'informations particulières à ce sujet. J'ai l'impression que cette décision correspond davantage à la vieille manie stratégique d'un pays qui continue à penser qu'il est, disons, le grand responsable de la sécurité collective du monde.

Ceci explique pourquoi il y a des réactions négatives à chaque fois qu'un pays cherche à exercer son influence sur les questions de sécurité collective, notamment sur des points névralgiques comme ce fut le cas du différent que nous avons eu avec les Etats-Unis par rapport à l'Iran. C'est comme ça ! "Qui sont ces malappris qui osent mettre leur nez dans des conflits qui ne les concernent pas ! Ce conflit, c'est nous qui nous en occupons", nous disent-ils. Sauf qu'ils le résolvent mal, tout comme, depuis longtemps, ils résolvent mal les conflits du Moyen-Orient.

Pour ce qui relève de la sécurité collective de la région, l'une des réussites de l'Unasul – et où l'intuition de Lula a joué un rôle important car c'est lui qui en a été à l'origine – ce fut la création d'un Conseil de Défense Sud-américain. Le processus d'intégration ne peut pas se passer de traiter du thème de la sécurité collective.

L'une des difficultés de l'Europe en matière d'intégration est que, en fait, elle ne dispose pas d'un cadre de sécurité collective propre. Elle se met sous la protection de l'OTAN ce qui implique, concrètement, qu'elle devra toujours trouver un accord avec les Etats-Unis puisque ce sont eux qui commandent l'OTAN.

Il est évident, à mon avis, que le complexe militaro-industriel américain, comme l'appelait Eisenhower, ne verrait pas d'un bon œil l'émergence d'une industrie régionale de défense. Il faut savoir que nous payons un prix pour certaines limitations dans le cadre de ce modèle économique. Quand nous sommes allés vendre nos Super Tucanos¹⁴ au Venezuela, ce ne sont pas les entreprises américaines qui en fournissent certains composants qui ont protesté, c'est le gouvernement américain qui leur a interdit de les fournir, le Congrès dont le comité ad hoc est très rigide. Il faut que les gens sachent que cela ne peut plus continuer comme cela.

¹⁴ (NdTr) Les *Super-Tucanos* sont des avions fabriqués au Brésil et destinés, entre autres, à la formation de pilotes de l'armée de l'air. Certains composant de cet avion viennent des Etats-Unis.

Cependant, je ne pense pas que nous soyons dans une période de tension avec les Etats-Unis, c'est plutôt le contraire. Je crois même que nous devrions tout faire pour calmer le jeu. Je sais que ce n'est pas facile, qu'il existe une rhétorique anti-américaine très forte dans notre région, cependant nous sommes amenés, que nous le voulions ou non – à cohabiter. Nous nous trouvons dans la même région du monde et je pense que nous y gagnerions tous si nous pouvions arriver à une relation de bon voisinage. Durant ces années, le Brésil a réussi à maintenir de très bonnes relations avec les Etats-Unis. Au cours de ces derniers mois, la question de l'Iran a créé une certaine friction mais il ne faut pas lui donner trop d'importance. Quand vous assumez une fonction aussi importante que celle de président des Etats-Unis, vous n'êtes pas libre de faire ce que vous voulez, vous êtes exposé à une série de contraintes naturelles, normales.

Et même la relation entre les Etats-Unis et la Colombie, à un certain moment, s'était compliquée pour une série de raisons. A ce sujet, nous sommes très satisfaits de voir que l'on pourra arriver rapidement à une solution pacifique avec la guérilla.

Monde diplomatique Brasil – *Comment voyez-vous cette question ?*

Marco Aurélio – Je pense que le président Dos Santos a une perception très claire de ce qui doit changer dans l'ordre du jour de la Colombie. La Colombie doit cesser d'être le pays des Farcs, de la guérilla ; elle doit être perçue comme un pays de toutes les opportunités. Je suis convaincu que Dos Santos va s'engager à fond pour arriver à une solution de paix. Quant aux Farcs, je ne leur vois aucun avenir. Et si elles en avaient un, ce serait un avenir amer car ces mouvements, quand ils entrent en déclin, ce n'est pas un déclin instantané, c'est un déclin lent, sanglant qui sacrifie la vie de milliers de personnes qui pourraient tout à fait jouer un autre rôle dans la vie politique colombienne.

Monde diplomatique Brasil – *Et quelle contribution Dilma, si elle est élue, pourra apporter à ce processus de réconciliation en Colombie ? Il est clair que, pour le président Juan Manuel Santos, il s'agit d'un problème interne, colombien. Tout le monde le sait mais Dilma a fait savoir que cette question l'intéresse.*

Marco Aurélio – Nous ne nous sommes pas immiscés dans les questions de politique interne de la Colombie et cette position va se maintenir. Nous sommes toujours disposés à collaborer. En ce qui concerne Dilma, elle a en sa faveur deux choses. Tout d'abord, elle a une bonne perception de la politique internationale, ce n'est pas une néophyte. Et elle disposera de l'Itamaraty pour l'aider à mettre en place sa politique internationale. Ensuite, c'est une personne très déterminée. Elle aura à mettre en place un ordre du jour très ample. Heureusement, le Brésil d'aujourd'hui est impliqué dans un grand éventail de questions internationales. J'imagine que, en premier lieu, si elle est élue, elle accompagnera Lula à la réunion du G 20. Elle sera présente à la réunion du Mercosul quand le Brésil quittera la présidence. Il n'est pas impossible qu'elle aille jusqu'à présider une réunion du Mercosul si la réunion se réalise en janvier prochain, comme cela s'est produit avec l'Argentine qui avait pris un peu de retard. Pour conclure, elle disposera rapidement de tous les dossiers et sera en mesure de les traiter.